



SOMMAIRE

Page

Point 1 de l'ordre du jour:

Adoption de l'ordre du jour

Question supplémentaire proposée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (*suite*) 109

Président : M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, El Salvador, Finlande, Grèce, Irak, Irlande, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République arabe unie, République centrafricaine, Tunisie, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour

QUESTION SUPPLÉMENTAIRE PROPOSÉE PAR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (E/4409) (*suite*)

1. M. COX (Sierra Leone) dit qu'il tient à rectifier certaines déclarations inexactes faites lors des deux séances précédentes, à propos de son gouvernement, par l'observateur de la République arabe unie et le représentant de la Libye.
2. La question dont le Conseil est actuellement saisi est celle de savoir s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour une proposition de caractère politique qui, de l'avis de la délégation du Sierra Leone, ne peut aider en rien le

Conseil économique et social à atteindre les objectifs qui sont les siens.

3. En fait, les questions relatives à l'impérialisme et au néo-colonialisme relèvent du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ; le Comité s'est, d'ailleurs, déjà occupé de la question du Moyen-Orient. C'est parce que le Sierra Leone connaît la nature et l'essence du néo-colonialisme et de l'impérialisme qu'il a pu obtenir l'indépendance et maintenir depuis les meilleures relations, tant avec le Royaume-Uni qu'avec tous les autres pays, grands et petits, quelle que soit la politique qu'ils appliquent.

4. M. Cox regrette qu'avant que la situation ne prenne une tournure tragique les gouvernements des pays situés au nord du Sahara n'aient pas cru devoir consulter leurs frères des autres régions d'Afrique. S'ils l'avaient fait, les choses se seraient peut-être passées autrement ; du moins, ces gouvernements auraient pu prendre conscience de la position des pays africains non arabes, qui est à la fois cohérente et objective.

5. La délégation du Sierra Leone a le plus grand respect pour les Egyptiens et pour le rôle éminent qu'ils ont joué dans l'histoire de la civilisation. Ses frères arabes ayant conclu d'une décision prise dans un esprit d'objectivité que le Gouvernement du Sierra Leone n'avait pas de sympathie pour eux, M. Cox croit devoir souligner que, même dans les familles les plus unies, il surgit parfois des divergences d'opinions. Pour sa part, le Gouvernement du Sierra Leone est résolu à maintenir ses relations traditionnellement amicales non seulement avec les Etats arabes, mais aussi avec Israël.

6. Répondant au représentant de la Libye, qui a insulté son gouvernement en disant qu'il s'était laissé corrompre et influencer par une propagande perverse, M. Cox souligne que la position de la délégation du Sierra Leone se fonde avant tout sur l'honnêteté et l'objectivité, qui, certes, peuvent contribuer plus efficacement au renforcement de la fraternité et de la coopération internationale que des insultes imméritées.

7. Si la délégation du Sierra Leone se refuse à discuter de questions politiques au Conseil, ce n'est pas en raison de son antipathie pour qui que ce soit, mais parce que le Conseil n'est pas un organe approprié pour de telles discussions.

8. M. ATTIGA (Libye) déclare que la position de la délégation libyenne quant à l'inscription d'une question relative aux conséquences économiques et sociales de l'agression sioniste se fonde d'abord sur sa conviction que le Conseil ne peut demeurer indifférent devant les

préjudices économiques et sociaux infligés à des Etats Membres par une agression brutale et longuement préméditée ; en fait, le Conseil devrait se faire une règle d'évaluer l'étendue des dommages économiques et sociaux provoqués par les guerres, compte tenu des exigences du progrès économique et du développement d'une coopération internationale fondée sur le respect mutuel et l'intérêt commun. En fait, au cours de l'examen du point 2 de l'ordre du jour presque tous les représentants qui ont pris la parole ont souligné les aspects destructifs de la course aux armements, ses conséquences violentes et le préjudice qu'elle entraîne pour le développement économique et social, confirmant ainsi que les guerres et les activités militaires intéressent le Conseil au plus haut point. C'est, en conséquence, en dehors de toute passion que le Conseil devrait pouvoir examiner la proposition faite par l'URSS. Au stade actuel, il ne s'agit que de discuter de l'inscription d'une question à l'ordre du jour. Malheureusement, après l'envoyé des autorités sionistes de Palestine, certains représentants ont voulu transformer cette discussion en un véritable débat politique. La délégation libyenne se voit donc dans l'obligation d'ajouter quelques observations à son intervention de la veille.

9. A la 1490^e séance, le représentant des autorités sionistes de Palestine, abusant de la patience du Conseil et du privilège qui lui était accordé de prendre la parole, s'est livré pendant plus d'une demi-heure à une propagande mensongère, tout en prétendant que ceux des membres du Conseil qui appuyaient la proposition de l'URSS se livraient à des manœuvres de propagande. Qui donc se livre à de telles manœuvres ? Est-ce, par exemple, la Libye ou le représentant même de l'Etat agresseur, qui cherche à glorifier les conquêtes et les actes de brutalité de cet Etat ?

10. Le représentant sioniste, invoquant le fait que l'Assemblée générale avait rejeté le projet de résolution des puissances non alignées relatif à l'évacuation inconditionnelle des territoires occupés, a prétendu que cet organe avait ainsi reconnu la légitimité de l'occupation. A ce propos, son gouvernement n'avait-il pas annoncé à l'avance qu'il rejetterait toute résolution demandant le retrait de ses troupes, même si elle était adoptée par 121 voix ? Ne s'agit-il pas là d'un cas flagrant de défi au droit international ? Ce gouvernement arrogant n'attache-t-il d'importance aux décisions de l'Assemblée générale que lorsqu'elles servent ses objectifs ? Pourquoi donc le représentant sioniste n'a-t-il pas mentionné les autres décisions par lesquelles, dans sa suprême sagesse, l'Assemblée générale a qualifié d'illégale et d'invalides l'annexion de Jérusalem et a refusé de lier le retrait des troupes d'occupation à l'organisation de négociations directes ?

11. Selon un article intitulé « *Israeli Envoy Dismisses Arab Claims* », publié dans l'*International Herald Tribune* du 19 juillet 1967, le représentant des autorités sionistes à Paris, M. Walter Eytan, a déclaré qu'à son avis il y aurait une autre guerre vers 1975 à moins que les Arabes ne reconnaissent Israël et ne consentent à un règlement. M. Eytan a dit qu'Israël ne posait aucun préalable aux négociations mais qu'elles

ne devraient pas porter sur Jérusalem et que les troupes irakiennes devraient se retirer de Jordanie. Prétendant que la rive occidentale du Jourdain avait été annexée unilatéralement par la Jordanie, alors que, en fait, le rattachement de cette région à la Jordanie a été approuvé par un référendum populaire, M. Eytan a dit qu'il ne voyait pas en quoi cet Etat pouvait légalement se prévaloir de droits primant ceux d'Israël. Selon l'ambassadeur sioniste, il en était de même de la bande de Gaza et même des parties occupées de la Syrie ; les limites territoriales d'avant le 5 juin 1967 n'étaient que des lignes d'armistice et la frontière israélo-syrienne qu'une ligne tracée par les deux anciennes puissances coloniales. A peine a-t-il admis que l'Egypte puisse avoir quelque titre à la possession du Sinaï. Pour lui, Jérusalem n'a cessé d'être la capitale d'Israël depuis David, et si cela ne faisait pas l'affaire des Arabes, c'était très regrettable. Ainsi, bien que l'Assemblée générale ait rejeté le principe du retrait conditionnel, l'agresseur, appuyé par ses partisans, maintient ses conditions et déclare que les territoires occupés illégalement, notamment Jérusalem, seront définitivement intégrés à son territoire. Est-il permis, devant une telle attitude, qui ne procède certes pas d'un respect pour les Nations Unies, de laisser les sionistes déployer devant le Conseil leurs manœuvres mensongères ?

12. Le représentant de Tel-Aviv prétend que la fermeture du détroit de Tiran était illégale et constituait un acte de guerre. Or, la République arabe unie a toujours maintenu que ce détroit se trouvait dans ses eaux territoriales. Qui donc possède le droit de se prononcer sur de telles questions, sinon un tribunal impartial, et pourquoi donc l'Etat sioniste de Palestine et ses partisans n'ont-ils jamais porté le différend devant la Cour internationale de Justice, bien que le problème soit posé depuis une vingtaine d'années ? La seule réponse, c'est que la thèse des sionistes est dénuée de toute base juridique et ne constitue qu'un simple prétexte pour justifier leurs ambitions expansionnistes.

13. Un autre argument du représentant de Tel-Aviv est que le retrait de la Force d'urgence des Nations Unies sur la demande de la République arabe unie a été l'une des principales causes de la guerre. Si cette force constituait vraiment un moyen de maintenir la paix, pourquoi donc, dès le début, les sionistes se sont-ils opposés aux résolutions des Nations Unies relatives à son installation de part et d'autre de la frontière ? A vrai dire, cet argument ne constitue qu'un autre prétexte pour justifier l'agression. En fait, la cause première de l'attaque déclenchée au Moyen-Orient est la politique sioniste d'expansion et de domination, qui exige le maintien en permanence d'un état de tension dans une région où l'on s'efforce, en dépit de la surpopulation et du chômage, de stimuler encore l'immigration. Les sionistes profitent du moindre incident pour lancer une attaque de grande envergure contre les pays voisins. C'est ainsi qu'en novembre 1966 ils ont déclenché une offensive aérienne et terrestre contre un village jordanien, tuant les habitants et détruisant leurs biens, et que le 7 avril 1967 ils ont exécuté un raid massif sur un village syrien, accompagnant leur agression de violentes menaces contre la souveraineté syrienne. C'est

précisément à la suite de ces faits que la République arabe unie a été amenée à prendre certaines mesures de précaution, tout en précisant bien qu'elle ne déclencherait le feu qu'en cas d'attaque contre les pays arabes. Les sionistes, furieux de voir que la République arabe unie se refusait à accepter passivement la destruction de la Syrie, se sont décidés à lancer une attaque de grande envergure sur trois fronts, en prétendant qu'ils résistaient à une agression déclenchée contre eux. On se demande comment une opinion publique mal informée a pu se laisser abuser par un tel mensonge. Comment, d'ailleurs, pouvait-on concilier une telle déclaration avec le fait, hautement proclamé par les autorités sionistes, que leurs avions avaient détruit au sol les forces aériennes arabes, le fait que pendant 16 ans ces autorités avaient établi des plans pour gagner les 80 premières minutes de la guerre et le fait que le cabinet israélien s'était réuni quelques heures avant l'attaque, dont l'instant avait été fixé de manière à déjouer la surveillance des radars arabes ?

14. Le représentant sioniste a décrit la guerre d'agression de 1948 comme un mouvement de libération populaire. La question se pose de savoir de quelle libération il s'agit, puisqu'il n'y avait alors en Palestine que 300 000 sionistes, contre un million d'Arabes. Est-il admissible que la minorité, puissamment aidée de l'étranger, chasse une majorité installée dans le pays depuis des milliers d'années ?

15. Le représentant sioniste prétend qu'au cours de ces guerres, les siens n'ont jamais tué des civils délibérément. Sans doute a-t-il oublié les massacres commis à Dar Yassem, à Gaza et dans d'autres localités, et les bombardements, comme celui de Qalqiliya, dans lesquels de nombreux innocents ont péri.

16. Les sionistes se sont gaussés des Etats arabes, lesquels, pour reprendre leurs termes, ont couru se plaindre de leurs maux à l'Organisation des Nations Unies. Les Arabes n'ont pas couru se plaindre. Si l'Organisation s'est saisie de la question, c'est parce qu'elle a reçu pour mandat de maintenir la paix. De telles observations ne peuvent venir que de l'Etat qui n'a cessé de braver les Nations Unies et sur qui pèse la responsabilité de la mort du médiateur Folke Bernadotte et des soldats indiens et brésiliens de la Force d'urgence.

17. Toujours selon l'*International Herald Tribune*, il ressort d'un sondage récemment organisé que l'homme le plus populaire parmi les sionistes est le Président Johnson et le moins populaire le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ce simple fait révèle bien quels sont les résultats de la propagande diffusée chez l'agresseur.

18. En terminant, M. Attiga tient à revenir sur quelques points soulevés à la séance précédente. L'observation du représentant du Canada selon laquelle les Arabes feraient mieux d'écouter ceux qui remplissent leurs greniers à blé que ceux qui remplissent leurs arsenaux ne paraît ni appropriée ni opportune. Les Arabes ne sont pas des mendiants, et leurs relations avec les autres pays ne se fondent que sur le respect mutuel et la dignité ; ce n'est pas au moment où ils se

trouvent sous la botte d'un occupant étranger qu'il faut leur demander de penser à leur estomac plutôt qu'à leurs armes.

19. D'autre part, M. Attiga regrette vivement que les représentants du Sierra Leone et du Dahomey aient été conduits à penser qu'il formulait une accusation quelconque contre leurs gouvernements. Tout ce qu'il a dit, c'est que l'on avait eu recours à une propagande organisée et stipendiée afin d'égarer et d'hypnotiser l'opinion publique. Il n'y a là rien qui puisse offenser les délégations, en particulier celle du Sierra Leone, qu'il n'a jamais mentionnée.

20. Les Arabes, ceux de la Libye, dont un tiers de la population a été éliminée par l'Italie fasciste, ceux de l'Algérie, qui a perdu un million de ses enfants dans la lutte contre une autre puissance coloniale, et ceux des autres pays, ne plieront jamais le genou devant leurs ennemis et ne renonceront jamais au droit de vivre en paix sur la terre de leurs aïeux.

21. M. SEKULIĆ (Observateur de la Yougoslavie), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, déclare que la délégation yougoslave approuve pleinement la proposition de l'Union soviétique. Il paraît en effet difficile de nier que les dommages subis par les trois pays victimes d'Israël ne posent pas un des problèmes les plus urgents qui relèvent de la compétence du Conseil, et il est vain de faire de beaux discours sur la Décennie du développement si certaines de ses réalisations se trouvent anéanties par l'agression.

22. M. NJINÉ (Cameroun) rappelle qu'à la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale la délégation du Cameroun s'est prononcée pour le retrait inconditionnel des troupes israéliennes des territoires arabes occupés. Toutefois, les Nations Unies devront déployer d'immenses efforts pour assurer une paix durable dans cette région du monde, et la délégation camerounaise estime inopportune et inefficace toute prise de position qui risquerait de gêner l'action entreprise par l'instance suprême de l'Organisation, dont le Conseil dépend. Aussi s'abstiendra-t-elle, si la proposition de l'Union soviétique est mise aux voix.

23. M. CZARKOWSKI (Observateur de la Pologne), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, dit que la décision que le Conseil est appelé à prendre montrera s'il est à même de s'acquitter de ses responsabilités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. En effet, il est impossible d'examiner la situation de l'économie mondiale si l'on veut ignorer des faits qui ont contribué à la détériorer et qui constituent en outre une violation flagrante des droits de l'homme. La Pologne, qui a souffert cruellement de l'agression et de l'occupation nazie, appuie la proposition de l'Union soviétique et estime que l'agresseur doit être tenu pour responsable du préjudice économique qu'il a causé aux Etats arabes et rembourser intégralement la valeur de ce qu'il a détruit.

24. M. HARKETT (Maroc) estime que les prises de position des dirigeants israéliens contredisent la déclai-

ration de l'observateur d'Israël selon laquelle ce pays aurait œuvré de tout temps en faveur de la paix avec le monde arabe. Ces prises de position révèlent les visées expansionnistes d'Israël. Le fait que les avions des pays arabes ont été détruits au sol prouve clairement d'où venait l'agression. Il appartient au Conseil d'étudier les conséquences économiques de l'agression israélienne. En effet, nul ne songe à nier qu'Israël occupe des territoires arabes et exploite leurs richesses. La délégation marocaine appuie la proposition de l'Union soviétique et estime que le Conseil a toute compétence pour connaître de cette question.

25. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis votera contre l'inscription à l'ordre du jour de la question supplémentaire proposée par l'Union soviétique. Les longues discussions que le Conseil a déjà consacrées à des problèmes politiques étrangers à ses travaux ont détourné son attention des questions économiques et sociales importantes qui figurent à son ordre du jour. La proposition soviétique soulève des problèmes politiques très délicats qui sont examinés actuellement par les organes compétents des Nations Unies, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Il s'agit là d'une tentative oblique visant à faire condamner comme agresseur un Etat Membre de l'Organisation, bien que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité aient rejeté les projets de résolutions présentés à cet effet. Le contenu de la proposition soviétique est exactement le même que celui du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution soviétique qui a été rejeté le 4 juillet 1967 par l'Assemblée générale à une forte majorité, y compris une forte majorité des Etats membres du Conseil économique et social. L'Assemblée générale a rejeté ce projet de résolution, et un nouvel examen de ce texte au Conseil ne pourrait être d'aucune utilité. Le fait de distinguer un Etat parmi d'autres pour prononcer contre lui une telle condamnation ne serait ni juste ni équitable et, de plus, risquerait de gêner les efforts entrepris par les organes compétents des Nations Unies pour trouver une solution politique durable aux problèmes du Moyen-Orient, guérir les blessures infligées par une guerre qui a commencé en 1948 et inaugurer une ère de progrès économique et social dans cette région.

26. Le Président des Etats-Unis a dit que si les nations du Moyen-Orient se consacraient à des œuvres de paix, elles pourraient compter sur l'amitié et l'aide de son pays, qu'il s'agisse par exemple de chercher une solution au problème des réfugiés, d'organiser la coopération régionale ou d'utiliser l'énergie nucléaire pour le dessalement de l'eau de mer. Le Président des Etats-Unis a déjà fermement associé son pays aux mesures d'urgence qui sont prises actuellement pour soulager les souffrances des habitants de la région. Cela est conforme aux meilleures traditions du peuple américain, qui ne se dérobe jamais lorsqu'il s'agit de venir en aide à des êtres dans le besoin. Le Conseil ne doit pas se laisser distraire des tâches qui lui appartiennent en propre. Quand le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale auront tracé les grandes lignes d'une solution politique, le Conseil pourra s'attaquer, sur leur demande, aux

tâches importantes et urgentes de reconstruction et de développement au Moyen-Orient.

27. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'Union soviétique a adopté, quant aux conséquences de l'agression israélienne, une position sans équivoque. Israël doit non seulement évacuer les territoires qu'il a occupés, mais encore dédommager les Etats arabes pour le préjudice qu'il leur a causé. L'urgence et la gravité du problème des conséquences économiques de l'agression ne sont niées par personne. Aussi le Conseil qui, conformément à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies, est responsable de la politique économique et sociale de l'Organisation, ne peut s'en désintéresser.

28. On a soutenu qu'il s'agissait là d'un conflit essentiellement politique dont tous les aspects, y compris les aspects économiques, seraient de la compétence du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. En fait, l'examen des aspects politiques du conflit par l'Assemblée générale n'est nullement incompatible avec l'examen de ses aspects économiques par le Conseil. Il suffit de se rappeler qu'au cours des premières années d'existence de l'Organisation, le Conseil économique et social s'est occupé activement de la liquidation des conséquences de la deuxième guerre mondiale, de la reconstruction des régions détruites et d'autres problèmes semblables. Les arguments relatifs à la prétendue incompétence du Conseil sont en fait artificiels et inconsistants.

29. Certains ont cherché à nier que les Etats arabes aient subi un préjudice économique tant soit peu important par suite de l'agression et à prouver qu'il n'y avait donc pas lieu d'en débattre. Les faits montrent qu'il n'en est rien. Ainsi, la République arabe unie a subi, par suite de l'interruption du tourisme et de la navigation sur le canal de Suez, de l'occupation des gisements pétroliers du Sinaï, etc., des pertes évaluées à 500 millions de dollars, soit près de 40 % de ses recettes en devises. On ne saurait non plus tirer argument des votes récents de l'Assemblée générale. Tous les pays méditerranéens, à l'exception de l'Italie, ont voté en faveur du projet de résolution condamnant l'agression israélienne et exigeant le retrait immédiat des troupes d'occupation. Sur les 27 membres du Conseil, 10 seulement, pour la plupart des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et de l'Organisation des Etats américains, ont voté contre ce projet de résolution.

30. Le représentant du Canada et celui des Etats-Unis ont fait valoir que l'ordre du jour du Conseil était surchargé. Mais il est inconcevable que l'on examine des questions comme celles de l'assistance alimentaire multilatérale, de la Décennie des Nations Unies pour le développement ou de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, sans tenir compte des conséquences de l'agression perpétrée au Moyen-Orient. Peut-on, sans hypocrisie, en faire abstraction au profit de détails techniques et de considérations éthérées sur les bienfaits de la coopération internationale ?

31. L'observateur d'Israël n'a pas hésité, lors de son intervention, à abuser de la patience du Conseil. Il est vrai qu'on peut, comme le dit le proverbe, « tisser un

tapis de mensonges avec des lambeaux de vérité ». Avec un cynisme monstrueux, il a été jusqu'à vanter les avantages de l'occupation israélienne des territoires arabes. Ses attaques contre l'URSS et son gouvernement ne sauraient impressionner les Soviétiques qui accueillent les élucubrations de ce genre avec un sentiment de dégoût.

32. En terminant, M. Zakharov dit que la délégation de l'URSS est prête à étudier la proposition du représentant de la République-Unie de Tanzanie (1490^e séance) tendant à créer un groupe d'experts chargé d'étudier les aspects économiques et juridiques du conflit du Moyen-Orient et de faire rapport au Conseil.

33. M. TRIVEDI (Inde) souligne qu'il est nécessaire que les membres du Conseil ne se laissent pas influencer dans leurs travaux par des considérations d'ordre politique ou historique. S'il est vrai que les considérations politiques et les problèmes de sécurité empiètent souvent sur les problèmes économiques, il est encore plus vrai que c'est à ces derniers que les pays en voie de développement attachent une importance primordiale. S'appuyant sur la Charte des Nations Unies, en particulier sur le Chapitre III, M. Trivedi insiste sur le fait que si l'Assemblée générale occupe bien entendu une position prédominante parmi les organes des Nations Unies du fait que tous les Etats Membres y sont représentés, le Conseil économique et social reste un des organes principaux et ne doit pas être traité en parent pauvre.

34. La proposition dont le Conseil est actuellement saisi pose trois problèmes : celui de la compétence du Conseil à connaître de la question, celui de savoir s'il est approprié que le Conseil examine cette question et celui du libellé exact de la question que l'on propose d'inscrire à l'ordre du jour. Il ne fait aucun doute, si l'on se réfère à la Charte, notamment au paragraphe 3 de l'Article premier, à l'alinéa b de l'Article 55 et à l'Article 62, que le Conseil a qualité pour connaître de la question. D'autre part, le Secrétaire général a qualifié la situation au Moyen-Orient de « crise aux proportions mondiales » ; aussi est-il non seulement approprié mais même nécessaire que le Conseil examine cette situation. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité s'occupant de régler les aspects politiques et les problèmes de sécurité, il appartient au Conseil d'étudier les conséquences économiques de la guerre du Moyen-Orient. L'Inde, pour sa part, tout comme les pays arabes, elle en est convaincue, veut une paix durable dans cette partie du monde. Aussi ne peut-elle donner sa caution à la conquête par les armes ou aux menaces d'intervention armée. En ce qui concerne le libellé de la question qu'il est proposé d'ajouter à l'ordre du jour, il convient de tenir compte de certains faits dont tous les membres sont conscients : il y a eu une guerre, des territoires arabes sont actuellement occupés, certains pays arabes ont subi de graves dommages économiques. Quelques propositions ont été faites au Conseil, notamment par le représentant de la République-Unie de Tanzanie, et

des consultations ont eu lieu. Mais le Conseil en est déjà à la fin de la deuxième semaine de sa session et il n'a pas encore entrepris l'examen de nombreuses questions inscrites à son ordre du jour. En outre, une période de réflexion et de consultation paraît nécessaire, notamment pour donner aux esprits le temps de se calmer. C'est pourquoi la délégation indienne propose de renvoyer à plus tard l'examen de la question, après des consultations entre les Etats membres du Conseil avec la participation du Président.

35. M. COX (Sierra Leone) souligne que, si le Conseil renvoie à plus tard l'examen de la question, il est possible que les aspects politiques aient alors été réglés et que le Conseil puisse s'occuper avec toute chance de succès de ses aspects purement économiques. Il appuie en conséquence la proposition du représentant de l'Inde.

36. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) appuie sans réserve la proposition de l'Inde qui, avec un peu de bonne volonté de part et d'autre, lorsque les esprits se seront apaisés, doit donner des résultats très constructifs.

37. Le PRÉSIDENT exprime l'avis que le débat, les déclarations des orateurs et l'attention que tous les membres du Conseil ont portée à la question, malgré leurs différences d'opinions sur le fond des problèmes que pose la situation au Moyen-Orient, correspondent bien à la gravité du problème, dont le Conseil ne peut chercher la solution qu'avec le plus grand sérieux. Les souhaits et les idées qui se sont fait jour pendant le débat continuent à préoccuper les membres du Conseil.

38. Le Président est disposé à procéder selon la proposition du représentant de l'Inde. Il accepte, si tel est le vœu du Conseil, de participer à la poursuite des consultations entre les délégations. Mais il souligne que le succès de ces consultations dépendra en grande partie des membres du Conseil eux-mêmes.

39. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il est prêt à accepter la proposition tendant à ajourner le débat sur l'inscription de la question supplémentaire à l'ordre du jour, étant entendu, cependant, que le Conseil ne reprendra ce débat que si, dans l'intervalle, les délégations sont pratiquement parvenues à un accord.

40. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il ne s'oppose pas à la proposition tendant à tenir des consultations.

41. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil adopte la proposition du représentant de l'Inde tendant à ce que la suite de l'examen de la proposition de l'URSS soit renvoyée à plus tard, étant entendu que le Président poursuivra des consultations avec les membres du Conseil, en particulier ceux qui sont le plus directement intéressés, compte tenu des déclarations qui ont été faites au cours du débat, et fera rapport au Conseil en temps voulu.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 55.